



Rencontre Algéro-Française



L'action locale pour et avec les jeunes

Soutenue par

وزارة الشباب و الرياضة
MINISTÈRE DE LA
JEUNESSE ET DES SPORTS

WILAYA DE
BEJAIA



مؤسسة آنا ليند
الشبكة الجزائرية

Vgayet - Bejaia

Située au cœur de l'espace méditerranéen, Béjaïa, ville de Kabylie en Algérie qui donna son nom aux petites chandelles (les bougies)¹ et à partir de laquelle les chiffres arabes ont été popularisés en Europe, renferme de nombreux sites naturels et vestiges historiques, qui témoignent encore aujourd'hui des fastes de sa longue histoire.

Son tissu urbain est caractérisé par une continuité ininterrompue d'occupation depuis l'Antiquité. En effet, l'occupation préhistorique de la région de Béjaïa est remarquable par les nombreux sites et gisements ibéromaurusiens (de -200 000 à -10 000 ans) que l'on rencontre, notamment dans les Babors septentrionaux. Sous forme de semis d'industries de plein air ou d'habitats d'abris sous roche, ces gisements ont livré de nombreux restes humains se rapportant à la première nappe d'Homo sapiens d'Afrique du Nord, l'Homme de Mechta-Afalou, des industries, des structures d'habitats et surtout, des manifestations artistiques.

Béjaïa ;en berbère : (Vgayet⁴ ou Bgayet⁵), anciennement Bougie, est une commune algérienne située en bordure de la mer Méditerranée, à 180 km à l'est d'Alger, dans la wilaya de Béjaïa et la région de Kabylie. Elle est le chef-lieu éponyme de la wilaya de Béjaïa et de la daïra de Béjaïa.

Connue à l'époque romaine sous le nom de Saldæ civitas, elle devient au Moyen Âge l'une des cités les plus prospères de la côte méditerranéenne, capitale de grandes dynasties musulmanes notamment les Hammadides et une branche des Hafsides⁶.



D'abord connue en Europe grâce à la qualité de ses chandelles faites de cire d'abeille auxquelles elle a donné son nom, les bougies, Béjaïa a également joué un rôle important dans la diffusion des chiffres arabes en Occident. Elle est aussi souvent désignée sous son nom francisé de Bougie, nom officiel durant la période de la colonisation.

Avec ses 177 988 habitants au dernier recensement de 2008, Béjaïa est en termes de population la plus grande ville de Kabylie. Elle est aussi, grâce à sa situation géographique, le plus important pôle industriel de la région, notamment par la concentration de nombreuses industries et la présence d'un des plus grands ports pétroliers et commerciaux de Méditerranée. Elle est dotée d'un aéroport international.



C'est à la suite des différents échanges tenus en France et en Algérie entre l'association l'Etoile culturelle d'Akbou et le groupe de travail mis en place par Cités Unies France en 2013 (composé des collectivités et de leurs partenaires associatifs français), qu'est venue l'idée d'organiser une Rencontre Algéro-française autour de la problématique suivante : quel partenariat, quelle planification et quels outils pour construire et mettre en œuvre une politique publique locale en direction des jeunes ?

Notre projet a pour objectif d'échanger et de confronter les pratiques et les expériences en matière de politiques publiques locales jeunesse en Algérie et en France, en matière de conception et de vision du territoire et de ses jeunes. Pour cela, différents temps d'échanges sont prévus : des visites d'immersion dans les lieux de vie des associations et structures publiques dans la région de Bejaia, une séance plénière, des ateliers thématiques en groupe et une foire aux démarches. Ces temps collectifs entre tous les acteurs (associations, pouvoirs publics, jeunes, acteurs économiques, universitaires...) doivent permettre une meilleure compréhension et une concertation efficace entre tous les acteurs afin de favoriser une réelle participation des jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique publique jeunesse en adéquation avec les réalités locales et les attentes de ces derniers.

A l'issue des travaux, une feuille de route sera définie et devra nous permettre de tracer des perspectives de travail et de coopération. En effet, notre ambition est de poursuivre et maintenir cette dynamique et de renforcer la coopération décentralisée à travers la co-construction d'un programme d'actions Algéro-français sur les questions liées à la jeunesse.

Pour permettre un espace interculturel élargi, cette manifestation Franco-Algérienne verra, aussi, la participation de plusieurs pays du pourtour méditerranéen. Elle regroupera plus de 150 personnes venues d'Algérie, de France mais aussi de Tunisie, Maroc, Liban, Egypte, Portugal, ...



L'Etoile culturelle d'Akbou est une association créée le 02 mars 1976 par des jeunes et des animateurs de la jeunesse.

Depuis, elle n'a cessé de militer pour la citoyenneté et la démocratie. Elle active dans le cadre de la promotion des droits humains, de la culture et de l'épanouissement de la jeunesse par le biais de l'éducation à la citoyenneté, de la lutte contre l'illettrisme et de la promotion de la culture algérienne et plus particulièrement la culture amazighe à travers la musique, le théâtre, la poésie et la littérature. Les actions de l'association peuvent être résumées en Cinq axes principaux :

1. Education à la santé
2. Education Environnementale
3. Activités culturelles
4. Formation et insertion
5. Echanges et loisirs.

Le but principal est d'aboutir par ces pratiques à insérer ou réinsérer les jeunes vulnérabilisés. Toutes les actions convergent vers l'adoption, par les jeunes, de comportements sains, face aux dangers de la drogue, du sida, de la violence et vers la sensibilisation aux respects de l'environnement écologique et humain, (Vivre ensemble) pour développer la solidarité et l'altruisme.

Dans ses projets culturels, l'Association Etoile Culturelle d'AKBOU, ne ménage aucun effort pour promouvoir la culture algérienne et plus particulièrement la culture Amazigh dans sa diversité et dans sa richesse, Riche d'une longue expérience, elle a forgé dans le sillage d'un programme d'activités culturelles événementielles, d'envergure nationale et internationale, des rendez vous de qualité qui ont ouvert un espace par excellence, de découverte et de savoir, de brassage, de valorisation des hommes, de l'art et de la culture et

d'encouragement de la création et du lancement de nouveaux talents.

Le programme a touché en fait plusieurs domaines et formes d'expressions culturelles et artistiques, organisé en éditions annuelles. A l'instar du (Carrefour culturel de la Soummam, Festival de la poésie d'expression amazigh, Festival du théâtre amazigh, Festival de cinéma du court métrage, Salon de la photo et les Soirées HIP HOP de la ville d'Akbou...)

Au delà des projets culturels, d'autres programmes et actions de développement ont été entrepris dans les domaines de l'écologie, de la protection de l'environnement et du développement durable qui optimise la formation, la sensibilisation et l'éducation des jeunes à la préservation de l'environnement, à travers des campagnes de sensibilisation, des sessions de formation des animateurs de clubs d'écologie, des concours de dessin et de plaidoyers sur toutes les questions liées aux dégradations de notre environnement au niveau de notre wilaya et notre participation au différents regroupements et séminaires nationaux et internationaux sur les différentes préoccupations environnementales.

L'enrichissement et le renforcement de nos capacités à travers la formation et les différents brassages entretenus avec nos partenaires associatifs et institutionnels nationaux et internationaux ont aiguisé notre savoir et savoir faire dans plusieurs domaines d'intervention à savoir : la gestion de cycle de projet, la communication, la gestion financière et administrative, le développement des compétences interculturelles....)

**« POUR UNE
CITOYENNETE AGISSANTE »**



Créée en 1975, l'association Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale.

Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des Affaires étrangères donne à l'association, entre autres, mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale, soit plus de 5 000 collectivités et 13 600 projets de coopération décentralisée avec des autorités locales de 145 pays.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 31, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de « capitaliser » les expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (journées de la coopération décentralisée, forum de l'action

internationale des collectivités etc.) et à une intense activité éditoriale.

Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises (AMF, ADF, ARF, AMGVF, etc.) et internationales. Tout adhérent de Cités Unies France est, ipso facto, membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

Depuis 40 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée et de l'action internationale des collectivités territoriales.

Programme

Jeudi 10 Septembre

10h00	Accueil des participants au TRB
12h00	Déjeuner au Théâtre Régional de Bejaïa
14h00-15h45	Ouverture officielle
15h45-16h00	Pause-Café
16h00-17h30	Séance Plénière
19h00	WebTV
20h00	Dîner

Vendredi 11 Septembre

9h00-12h00	Visite de terrain
13h00-14h00	Déjeuner – Pique-Nique
14h00-18h00	Visite de la ville de Bejaïa
20h00	Dîner
21h00	Soirée Musicale

Samedi 12 Septembre

10h00-12h30	Ateliers d'échanges de pratiques et d'expériences
12h30-14h30	Déjeuner
14h30-16h30	Ateliers d'échanges de pratiques et d'expériences
18h00	Agora/Foire aux Démarches
20h00	Dîner - Soirée interculturelle

Dimanche 13 Septembre

9h30-11h30	Restitution des ateliers en plénière - Plateau WEB-TV
11h30-12h00	Conclusion et clôture des Rencontres
12h30-13h30	Déjeuner

Vendredi 11
septembre

Visites de terrain

- ◇ Centre de documentation des droits de l'Homme (CDDH) sur les questions de participation citoyenne en présence des conseils locaux de jeunes d'Akbou et de Chellata.
- ◇ Association Nationale d'Echange de jeunes sur le projet « BAB EL AMEL » et les différents dispositifs d'insertion (ANSEJ, CNAM, ANGEM...) – Bejaïa (Insertion professionnelle) /
- ◇ L'association GEHIMAB sur l'accès à la culture en présentant Le musée géologique de Sidi Ouali-Bejaïa et la Casbah de Bejaïa.
- ◇ Direction de la jeunesse et des sports et le Complexe Sportif de proximité d'Aokas sur les métiers d'animation en présence d'acteurs associatifs.

Samedi 12
septembre

Ateliers d'échanges de pratiques et d'expériences Samedi 12 septembre 2015

Atelier 1 : Accès de tous les jeunes à la culture et à l'Art

L'enclavement de certains territoires, une mobilité limitée, l'absence ou le non fonctionnement de certains dispositifs rendent difficile l'accès à des pratiques culturelles. Comment mettre en place des stratégies d'actions culturelles axées sur les échanges et la rencontre entre les citoyens et les milieux culturels et artistiques ? La médiation culturelle peut-elle être un moyen ? Quelles formations existe-t-il ? Vers quels débouchés mènent-elles ? Quels sont les moyens nécessaires en termes d'accompagnement, de structures ou de relais locaux, financiers ?

Atelier 2 : Les Métiers de l'Animation

Les métiers de l'animation rencontrent une vraie mutation de fonds. On constate depuis plusieurs années l'émergence de nouveaux métiers dans ce secteur d'activités éducatives, liés notamment à la crise sociale. Passer d'une prise en charge, d'encadrement de la jeunesse à un accompagnement de jeunesse. Les finalités de cette approche différente visent à rendre le jeune acteur de son propre développement personnel dans son parcours éducatif. Cette dynamique d'action d'accompagnement de la jeunesse modifie la posture centrale de l'animateur.

Atelier 3 : Insertion et formation socio- professionnelle

L'insertion professionnelle est un enjeu majeur en France et en Algérie. Comment favoriser l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi ? Malgré l'existence de nombreux dispositifs, les résultats et leur impact semblent limités, cela pose la question de : la formation, l'accompagnement et le suivi (les relais via des structures et personnes qualifiées), l'accès à l'information et aux dispositifs, la complémentarité des dispositifs, la mobilité.

Atelier 4 : Participation et engagement des jeunes dans le développement local

Cet atelier devrait permettre d'ouvrir un débat participatif et constructif pour soutenir l'expression citoyenne des jeunes et leur engagement face à leurs droits et à leurs devoirs dans la communauté.

Modérateur

- **Mr LALEG Kamel**, Expert sur le programme Jeunesse et Emploi (PAJE)

Éléments de contexte

Cette séance plénière nous permettra de nous interroger et de revenir au cœur de nos préoccupations, les politiques publiques locales de jeunesse : de quoi parle-t-on ? Comment mettre en œuvre une politique locale en faveur des jeunes de nos territoires ? Quelles sont les questions à se poser ? Qu'est ce qui facilite l'émergence et le pilotage de ces politiques ?

Avant de construire une politique locale de la jeunesse, il est important de définir ou de préciser certains termes.

Qu'est ce que la jeunesse ? Il est difficile de donner une définition précise de cette catégorie sociale, elle peut être analysée de différentes manières, soit comme une classe d'âge, soit comme une période de transition entre l'enfance et la vie d'adulte, ou encore comme un rapport de générations.

Ce qu'on peut affirmer c'est que la jeunesse est plurielle. Les jeunes ne forment pas un groupe unifié avec des pratiques et valeurs communes. Il y a donc plusieurs jeunesses, ce qui veut dire qu'elles doivent être prises en compte de manière transversale dans les politiques publiques, que se soit l'éducation, la santé, la formation, la mobilité ou la citoyenneté. Face à cette pluralité, il y a donc plusieurs formes de politiques locales de jeunesse à mettre en place.

Politique et Dispositif : à ne pas confondre ! une politique publique jeunesse ne se limite pas à des dispositifs ou une liste d'activités, ces derniers étant des outils et des moyens au service d'une politique publique. Par politique, on entend un PROJET, une démarche partenariale et une stratégie territoriale, qui repose sur une volonté politique. Ce dernier va définir une ambition, des transformations éducatives ou sociales souhaitées. Le dispositif est souvent la réponse à un problème, en ciblant un public particulier ; il va définir des moyens et attribuer des finance-

ments spécifiques.

Quel territoire dans la mise en place d'une politique locale jeunesse ? Un territoire n'est pas qu'un découpage institutionnel, il s'agit « d'un espace délimité et approprié par un groupe humain », il intègre donc plusieurs dimensions : sociologique, économique, démographique. C'est par rapport aux territoires de vie de jeunes que doit se réfléchir une politique jeunesse.

Cette séance plénière doit nous permettre de mieux comprendre et confronter les politiques locales de jeunesse en Algérie et en France, à partir des témoignages et expériences de part et d'autres. Les interventions reposeront sur les questions suivantes :

- quelle volonté et quel engagement politique ?
- quel rôle du monde associatif ?
- quelle place pour les jeunes ?
- Quels moyens humains et financiers ?
- Quelle gouvernance et quel partenariat ?

Témoignages / partage d'expériences

- **Mme Nadia Azoug**, Conseillère régionale à la Région Ile-de-France.
- **Mme Mériem Derkaoui**, maire-adjointe en charge de la jeunesse à Aubervilliers et présidente du groupe-thématique jeunesse de Cités Unies France.
- **Mr Ladjali Mohamed**, sous-directeur Jeunesse – Ministère de la jeunesse et des sports. Algérie
- **Mr Salhi Brahim**, professeur de sociologie à l'université Mouloud Mammeri Tizi Ouzou.

Rapporteuse

- **Mme Corrine Francis Grassi**, consultante/formatrice dans la coopération internationale.

La Web TV est un outil médiatique participatif permettant la rencontre et la mobilisation de jeunes autour d'un projet audiovisuel mené pour d'autres jeunes.

Réunissant une douzaine de jeunes français et algériens, la Web TV clôturera le séminaire lors de la séance de restitution. Ce projet sera le résultat d'une rencontre/formation de jeunes d'Elbeuf et d'Akbou organisée en Avril dernier à la MJC de la Région d'Elbeuf en Haute-Normandie.

Mobilisés pour le montage, la réalisation et la production de l'émission finale, les jeunes seront pleinement acteurs de ce projet. Des reportages thématiques seront réalisés chaque jour pour alimenter le plateau télé et ainsi couvrir l'ensemble de l'événement.

Retranscrit en direct sur le net, le séminaire pourra être suivi au-delà de Bejaïa.



Samedi 12
septembre

Agora

Foireaux Démarches

Espaces « libres »

qui permettent de présenter une démarche concrète et de partager, découvrir des outils et méthodes sur différents sujets/ et partager des compétences (montage de projet, partenariat-sponsoring) ;

Une liste sera établie à partir des propositions des participants.

Accès de tous les jeunes à la culture et aux Arts

Modérateurs

- **Mr Farid MOUHOUS**, Responsable Point Information Jeunesse à Aubervilliers.

- **Mme Goufi Hamida**, Directrice du centre ressource sur les organisations de la société civile- (CROSC) Algérie

Éléments de contexte

Territoire-Acteur-Projet

Quel territoire pertinent dans la mise en œuvre d'une politique culturelle locale ?

Le territoire n'est pas qu'un découpage institutionnel mais il est avant tout un espace délimité et approprié par un groupe humain. Ce territoire doit partager des projets culturels avec les populations qu'il accueille où les enjeux sont considérables. La mise en œuvre d'une politique de démocratisation culturelle de proximité (à l'échelle communale) est donc indispensable. Les inégalités culturelles se creusent de plus en plus dans et entre nos territoires, les politiques socio culturelles permettent d'ouvrir les établissements culturels avec plus ou moins de succès. Cet accès s'adresse-t-il à tous les publics (mixité des publics) ? et entre-t-il dans une politique globale jeunesse de territoires (définie ou pas avec l'ensemble des acteurs jeunesse du territoire) ?

Culture pour tous

Les questions que l'on se pose souvent sont :

1- Comment les associations, les communes et l'Etat, qui gèrent les structures culturelles travaillent-ils ensemble pour qu'il puisse y avoir une médiation et ainsi favoriser l'accès aux vecteurs culturels des enfants et des jeunes les plus éloignés de ces structures ?

2/ Est-ce que le travail partenarial entre les associations et les structures culturelles est une des clés permettant la démocratisation culturelle, l'accès aux vecteurs culturels et l'apprentissage ?

Par une entrée « culture pour tous » nous élargissons cette réflexion en prenant en compte les populations dans leur ensemble avec une attention particulière à ceux qui n'ont pas d'accès – ou avec difficulté – à l'offre

culturelle. C'est donc prendre en compte également les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès à la culture, et tenter de rompre les barrières financières ou psychologiques. C'est aussi considérer que l'accès à la culture ou aux pratiques artistiques doit être envisagé dès le plus jeune âge et tout au long de la vie comme élément structurant de l'individu et comme vecteur de lien social.

C'est dans cette optique, que le séminaire souhaite mobiliser un grand nombre d'acteurs œuvrant dans le domaine de la culture et du champ social afin de réfléchir :

- Sur la structuration des réseaux de partenaires locaux,
- Comment développer des outils adaptés aux professionnels ?
- Comment développer des démarches de travail ou de formation communes ?
- Comment définir une politique culturelle en matière d'accès à la culture pour tous ?
- Comment fixer des orientations à court ou moyen terme ?

Public cible : les jeunes

Plusieurs questions se posent sur les représentations que les jeunes éloignés des faits culturels se font de l'acte artistique et culturel. Il faut travailler sur les représentations de chacun en créant des passerelles entre les lieux de la culture et de l'art et ces jeunes. Il faut arriver à rendre naturel le fait de « pousser les portes » d'un théâtre. C'est permettre à chaque jeune d'être chez lui quand il se rend dans un lieu culturel d'autant plus lorsqu'il en devient un usager actif

Accompagnement culturel

Il faut aller vers la médiation, l'accompagnement éducatif à partir des pratiques artistiques et culturelles des publics. Sans cet effort d'éducation et de médiation, le discours sur la démocratisation n'est que théorie. Elle n'est pas pour autant unique, car l'acte du médiateur s'inscrit tout aussi bien de manière pragmatique et particulière que théorique et généraliste : il n'y a pas de

jeunes spécifiques mais il y a une manière spécifique de s'adresser à chacun.

Si cette médiation culturelle et les moyens humains et financiers qui doivent lui être attachés favorisent la coopération, elle permet également :

- d'établir un lien social avec les familles.
- de mettre en œuvre des temps de présence artistique en établissements scolaires et d'associer le(s) jeune(s) aux créations en cours.
- de générer des pratiques en amateur dans les établissements scolaires, encadrées professionnellement par les acteurs des enseignements et des pratiques en amateurs (ici, un atelier théâtre intergénérationnel, là des ensembles musicales actuelles de jeunes).
- de développer de façon spécifique des actions avec des jeunes en difficulté d'inclusion sociale ou en situation de handicap, en lien avec les maisons de jeunes.

La formation des acteurs

Dans cet accompagnement culturel, l'enjeu politique d'un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture passe par une formation accrue, initiale comme continue, tant des personnels enseignants et des intervenants culturels que des acteurs jeunesse.

Quelle est l'importance des associations en partenariat avec les institutions dans une politique culturelle locale ?

Les associations locales sont capables d'agir avec les populations dans le cadre de projets concertés avec les autorités, elles sont capables d'inventivité.

Elles répondent souvent à des besoins et des attentes en inventant des solutions concrètes parfois reprises par les autorités sur le long terme pour institutionnaliser ces solutions. Les associations portent et développent un réel projet associatif.

Dans le cadre d'une action culturelle il est important que le projet associatif puisse rencontrer le projet des autorités locales ou nationales de manière à construire ensemble un projet global au service des populations.

Conclusion

Compte tenu du rôle essentiel de tous les acteurs d'un territoire, conscient que l'efficacité de réseaux et de partenaires, repose sur la professionnalisation des acteurs et sur la transmission et le partage d'une information de qualité, il est tout avant tout nécessaire de capitaliser des savoirs et

des savoir-faire.

En reprenant tous les projets existants aussi bien des actions que des formations interprofessionnelles, tout cela permet de mieux se connaître, de s'enrichir mutuellement et de créer des leviers de co-construction des actions territoriales de demain.

Problématique Globale

Quelle planification, quels outils et quels partenariats pour construire et mettre en œuvre une politique publique locale jeunesse ?

Questionnements

- Quelle participation/ articulation des associations et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre d'actions publiques locales ? Quels montages institutionnels et financiers pour l'animation et l'exploitation des équipements culturels ?
- Quels sont les différents degrés possibles de concertation entre associations et autorités locales du dialogue au partenariat ?
- Comment organiser et institutionnaliser la concertation entre les différents acteurs locaux ? Quels sont les outils et les dispositifs possibles ?
- Quel peut être l'apport de la coopération décentralisée Algéro-française ?

Témoignages / partage d'expériences

- **Mme Intissar Koussa**, Chef de projet à l'association la Métisse- France
- **Mr Bakhouche Arezki**, Président de l'association IDLES-Aouzellaguen.
- **Mr Aissani Djamil**, Professeur, directeur de recherche et président de l'association GE-HIMAB- Bejaia
- **Mr Metref El Hacene**, Directeur du Festival « Raconte-arts » Tizi Ouzou
- **Mr Tazaghart Brahim**, Ecrivain et éditeur.
- **El-Khoury Laura**, Réseau libanais de la Fondation Anna Lindh

Rapporteurs

- **Mme Belouahri Houria**, V/Présidente de l'association El Ghait - BBA
- **Mme Annie Takarli**, V/Présidente Touiza Solidarité-Marseille

Les Métiers de l'Animation

Modérateurs :

- **Mr Hassen Bouzeghoub**, Directeur de l'association Le Plateau Mistral-Grenoble
- **Mr Loucif Sami**, chargé de l'animation et suivi PCPA Algérie.

-

Eléments de contexte

Les métiers de l'animation sont au service des politiques publiques jeunesse, l'objectif recherché par ces métiers est de créer de la relation éducative avec les jeunes et de construire ainsi des parcours éducatifs intelligents. Pour mener à bien cette démarche, les animateurs doivent s'inscrire dans un projet à long terme, qui s'appuie sur des méthodes claires et adaptées :

cadre réglementaire, contenus pédagogiques, moyens financiers... C'est pourquoi il est nécessaire d'instaurer des espaces de dialogue et de partage d'objectifs entre les acteurs jeunesse et les pouvoirs publics.

On constate que les approches sont complètement différentes en Algérie et en

France. Pourtant ces 2 pays sont dotés chacun d'un ministère de la jeunesse qui disposent d'une organisation quasiment identique au niveau de leurs services déconcentrés.

Il est compliqué de comparer de façon frontale ces 2 approches, en effet ces 2 pays n'étant pas au même stade d'évolution par rapport à leur développement. L'Algérie est un jeune pays qui cherche encore ses repères dans sa stratégie d'intervention de sa politique jeunesse. Concernant la France on est là dans une situation différente. Les méthodes proposées en France au sujet de la politique enfance/ jeunesse s'appuient sur une longue histoire qui remonte aux années 30 (l'éducation populaire). Il existe un vrai savoir-faire dans les métiers de l'animation.

Les métiers de l'animation en France rencontrent une vraie mutation de fond. En Algérie, les centres d'information et d'animation de la jeunesse ont été créés en 1990. Ces centres ont peu de reconnaissance politique, c'est pourquoi

l'encadrement des jeunes et la politique jeunesse sont absents. On constate depuis maintenant plus de 20 ans l'émergence de nouveaux métiers dans les secteurs d'activités éducatives. Ces nouveaux métiers sont apparus alors que nos sociétés ont évolué et au regard des conséquences de la crise sociale que nous traversons.

C'est ainsi que nous constatons que le face à face pédagogique ou éducatif avec nos jeunes se fait de façon plus difficile, moins naturel. Les méthodes éducatives proposées par l'éducation populaire en France sont en panne. Cette situation a poussé les pouvoirs publics français et les acteurs associatifs à trouver d'autres modes d'intervention:

- Quelles méthodes éducatives ?
- L'Espace public est-il un lieu d'apprentissage ?
- Quelle temporalité pour une action jeunesse ?

Par ailleurs, l'influence des associations locales algériennes demeure modeste dans les domaines du développement social, de la protection de l'enfant et de l'animation de la jeunesse.

Nouveaux métiers pour de nouveaux enjeux de construction identitaire de notre jeunesse française et algérienne, voilà le défi à relever au cours de ces prochaines années. En effet, ces jeunes vivent une profonde crise de sens, ils perçoivent mal ou peu leur avenir.

C'est pourquoi, on constate, en France, une évolution des pratiques des métiers de l'animation jeunesse vers une forme d'accompagnement jeunesse. Passer d'une prise en charge d'encadrement de la jeunesse à un accompagnement jeunesse. C'est ainsi que des métiers tel que : Agent développement, adulte relais, correspondant jeunesse, médiateur culturel, sont apparus dans le paysage éducatif de la France. Par ailleurs, la faiblesse de l'encadrement de la jeunesse algérienne et de la stratégie de réponse aux besoins des jeunes algériens nécessitent de réfléchir à la mode de fonctionnement des pouvoirs publics algériens et les acteurs associatifs

pour qu'ils soient de véritables forums pour les jeunes algériens et des lieux privilégiés de leur socialisation. C'est pourquoi, en Algérie, il semble nécessaire d'instaurer une véritable politique de jeunesse et de son encadrement avec la participation de tous les segments de la société.

Les finalités éducatives recherchées en France et en Algérie résident principalement dans une approche différente qui est de rendre le jeune acteur de son propre développement personnel dans son parcours éducatif, faire du jeune un sujet et plus un « objet ».

Cette dynamique d'action d'accompagnement jeunesse, modifie la posture centrale de l'animateur, ce dernier devient plutôt un partenaire ou un relais dans la relation éducative. On peut dire que l'on se trouve dans une démarche de co-construction.

Problématique Globale

Quelle planification, quels outils et quels partenariats pour construire et mettre en œuvre une politique publique locale jeunesse ?

Questionnements

- Qu'est ce qui peut permettre une concertation locale valorisante et prenant en compte les jeunes sur un territoire ?
- Comment permettre aux autorités locales et aux acteurs associatifs d'associer les jeunes dans les décisions ?
- Comment permettre aux jeunes d'être des acteurs de changement ?
- Définir ce qu'on entend par encadrement : quelle prise en charge des jeunes qui ne vont pas dans les structures? Quelle prise en compte des jeunes dans les espaces publics ?
- La question de la responsabilité collective : l'accompagnement des jeunes relève de cette responsabilité et beaucoup d'animateurs n'en sont pas conscients .

Témoignages / partage d'expériences

- **Mr Smail Izerrouken**, Président de l'association El Ghaïth - BBA
- **Mme Nadia Azoug**, Conseillère régionale au Conseil Régional d'Ile-de-France.
- **Mr Bensalim Atik**, Membre de Santé Sidi El Houari – Oran
- **Mr Menouar Boubekeur**, Chef de service Jeunesse –DJS-Bejaia.

Rapporteurs

- **Mme Nathalie Cordiez**, Responsable du pôle culturel chez MJC Région d'Elbeuf, France.
- **Mr Smaili Houcine**, Président de l'association MED-ACTION-Akbou

Insertion et formation socio-professionnelle

Modérateurs :

- **Mr Yassine Guerbas**, chargé de projet à l'association Entreprendre Ensemble - France.
- **Mme Fatma BOUFENIK** Maîtresse de Conférences Université d'Oran - Algérie et fondatrice de l'association FARD - Oran

Eléments de contexte

Les jeunes sont les plus touchés par les crises conjoncturelles, leur insertion professionnelle recèle de multiples enjeux, la rendant problématique. Tous les jeunes ne sont pas égaux sur le terrain de l'insertion. Une partie d'entre eux accumule les handicaps, en particulier les jeunes « sans qualification ». La question de leur insertion professionnelle est un enjeu majeur. A cela s'ajoute la question de leur situation sociale puisqu'en effet le manque de qualification n'est pas le seul facteur de la « non-insertion » des jeunes. Malgré une longue série de dispositifs publics aux stratégies variées, peu ou pas de solution ne semble émerger. En France, afin de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et panser les cicatrices de la marginalisation par une mise en relation avec le monde du travail et ses acteurs, le choix s'est tourné vers les dispositifs de formation professionnelle en alternance qui facilite l'obtention du premier diplôme. Pour que les différences et les besoins spécifiques des régions soient plus finement pris en compte, la formation professionnelle des jeunes a été transférée en 1993 aux Conseils Régionaux qui financent et organisent en partenariat avec l'ensemble des Missions locales, des PAIO et des organismes de formation présents sur leur territoire, un Programme Régional de Formation annuel. Toutefois, ces dispositifs ont connu des limites (car reposent sur l'autonomie, la participation active du jeune ou ne répondent pas aux attentes de certains jeunes...). Malgré tous les efforts de modernisation du système de formation, et malgré les aides accordées par l'Etat aux entreprises qui acceptent de former ou de reconverter des demandeurs d'emploi, les

jeunes les moins diplômés sont toujours les plus touchés par le chômage. La multiplication des statuts, la diversification du système de rémunération — en particulier dans le cadre de la formation en alternance— représentent au mieux des opportunités d'insertion temporaire, mais rarement une porte vers l'emploi durable. A l'issue d'un contrat à durée déterminée les jeunes se retrouvent souvent en situation de chômage de durée variable suivant leur niveau de qualification, leur âge, leur possibilité de mobilité, leur situation familiale, mais aussi suivant les potentialités du contexte socio-économique local où ils effectuent leur recherche d'emploi.

En Algérie, le gouvernement algérien a mis en place plusieurs programmes et dispositifs en vue de répondre aux attentes des jeunes, à la fois diplômés ou non, en matière de l'insertion professionnelle. Parmi ces programmes figurent ceux pilotés par l'ANSEJ (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes), la CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage), l'ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Micro-Crédit), l'ANEM (Agence Nationale de l'Emploi) et l'ADS (Agence de Développement Social), notamment pour faciliter la création d'entreprises des jeunes. Les entreprises créées à travers ces dispositifs ne sont pas souvent durables, et un grand pourcentage des entreprises échouent après quelques mois. Une des raisons est le manque d'accompagnement effectif pour ces jeunes créateurs. Par ailleurs, le Ministère Algérien de la Formation et de l'Enseignement Professionnel propose plusieurs formations ayant pour objectif principal l'insertion professionnelle des jeunes. À ce titre, 75 spécialités sont mises à disposition des jeunes ayant quitté l'école prématurément avant même d'acquérir le brevet d'enseignement moyen. Aujourd'hui, Selon les données de ce Ministère, plus de 50% des jeunes abandonnent leur parcours scolaire une fois arrivés au Lycée. Ainsi la formation professionnelle permet aux jeunes moins ou non diplômés de franchir un pas dans le marché de travail.

Malgré tous ces dispositifs mis en place par les pouvoirs publics algériens, le processus d'insertion socio-professionnelle reste pour beaucoup de jeunes algériens aussi bien diplômés que non qualifiés un véritable parcours de combattant. Trouver un emploi, choisir et accéder à une formation, créer une micro-entreprise sont des tâches souvent difficiles à mettre en œuvre en raison notamment de la bureaucratie. Par ailleurs, l'absence d'effets concrets de la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'emploi a pour conséquence une difficile insertion professionnelle des jeunes.

De plus, les intermédiaires entre demandeurs d'emploi et employeurs sont peu efficaces à l'instar de la principale agence publique de l'emploi (L'ANEM). En effet, face au nombre croissant de jeunes diplômés arrivant sur le marché de l'emploi, l'ANEM n'a pas les moyens suffisants pour répondre à la demande des demandeurs d'emploi. Parallèlement à cet organisme public récemment créé, plusieurs agences privées proposent un éventail d'offres sur Internet en partenariat avec des entreprises et donnent l'exemple en matière d'efficacité. Par ailleurs, les dispositifs de micro-crédit mis en place par les pouvoirs publics sont peu accessibles en raison de délais de traitement très longs et de manque d'accompagnement et de suivi. Ces freins ne favorisent pas l'esprit d'initiative entrepreneuriale et pourraient en décourager plusieurs.

Aujourd'hui, l'une des difficultés majeures que rencontrent les demandeurs d'emploi reste l'accès à l'information sur la réalité du marché de l'emploi (offres d'emploi, secteurs d'activité en tensions).

La dimension locale des marchés de travail n'est pas à négliger dans une réflexion sur les problèmes sectoriels et territoriaux du chômage des jeunes aussi bien diplômés que non qualifiés. L'intérêt porté à cette dimension permet notamment d'aborder la question de l'efficacité des dispositifs publics, associatifs et privés luttant contre le chômage et l'insertion professionnelle des jeunes.

Problématique Globale

Quelle planification, quels outils et quels partenariats pour construire et mettre en œuvre une politique publique locale jeunesse ?

Questionnements

- Quelles sont les difficultés d'insertions sociales et professionnelles des jeunes, en particulier ceux sans qualification ?
- Quelle participation des associations et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre d'actions publiques locales ? En quoi la concertation des acteurs de la société civile (associations, universités...), des pouvoirs publics, des services déconcentrés de l'Etat et du secteur privé est-elle fondamentale pour relever ce défi ?
- Comment coordonner les efforts des différents acteurs/ organismes/ dispositifs/ ministères ? Comment harmoniser/ développer des outils d'appui communs ?
- Comment renforcer l'accompagnement des jeunes ?
- Comment toucher différents publics de jeunes, les jeunes avec une mobilité réduite, jeunes femmes, jeunes ruraux ?
- Quelle valeur-ajoutée d'une coopération de territoire à territoire en termes d'insertion socio-économique ?

Témoignages / partage d'expériences

- **Mme Naima Belabbas**, Directrice de l'association Compétences Emploi Sevran.
- **Mr Nadjib Benbousseta**, responsable du projet Bab El Amel à Béjaïa, ANEJ- Association Nationale des Échanges de Jeunes.
- **Mr Djamel Benia**, Directeur de l'association ADICE (Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes)- Roubaix.
- **Mr Chibane Azzedine**, Président de l'association Accompagnateur-Alger.
- **Mr Omari Karim**, Association Pour la jeunesse innovatrice et l'environnement Tizi Ouzou
- **Mr Fahmi Mohamed**, Chef de file du réseau marocain de la Fondation Anna Lindh.

Rapporteurs

- **Menad Challal** –membre de l'association Etoile Culturelle d'Akbou
- **Aoudjane Nora**, Conseil local de jeunes d'Aubervilliers

Participation et engagement des jeunes dans le développement local

Modérateurs :

- **Mr Saïd Salhi**, Vice président de la ligue algérienne pour la défense des Droits de l'Homme-Algérie.

- **Mr Nour-Eddine Skiker**, Animateur Conseil local de jeunes, Aubervilliers.

Eléments de contexte

La situation politique, sociale et économique, marquée par le chômage, la dégradation du pouvoir d'achat, la déperdition scolaire, la mal vie, la violence, la pauvreté et surtout l'absence des libertés, pousse les jeunes à se désintéresser de la chose publique, à ne pas croire aux institutions, à se suicider, à s'immoler par le feu et à tenter, souvent au péril de leur vie, de rejoindre l'autre rive de la méditerranée en espérant un avenir meilleur. La rue est devenue malheureusement le seul moyen et la seule tribune pour la jeunesse à travers les manifestations souvent violentes, pour faire entendre leur voix et exprimer leur ras-le-bol.

De ce qui précèdent et bien conscient de la difficulté que rencontrent les jeunes à pouvoir se projeter dans l'avenir et leur inaptitude à revendiquer leurs droits auprès des autorités publiques de manière constructive. Nous allons à travers cet atelier, ouvrir un débat participatif et constructif pour soutenir l'expression citoyenne des jeunes et leur engagement face à leurs droits et à leurs devoirs dans la communauté, pour permettre un espace du libre exercice de leur citoyenneté, pour pouvoir être une plate-forme d'interpellation des autorités publiques et de la société civile pour que leurs droits soient respectés et qu'ils puissent envisager un avenir proche de leurs espérances.

Cet atelier se veut donc un pari sur l'avenir, en soutenant la capacité des jeunes d'influer sur la qualité de leur environnement en leur permettant de penser par eux-mêmes et d'être en mesure de devenir des acteurs fiables d'une so-

ciété démocratique en

dialogue avec les acteurs de la cité.

Ce temps d'échange vise à améliorer le savoir-faire et les compétences des jeunes / des organisations œuvrant dans le domaine de la jeunesse et ayant un impact sur le processus de participation des jeunes dans le développement local, à travers l'échange des bonnes pratiques, des techniques et des savoir-faire. Il est question, plus spécifiquement de favoriser la rencontre et l'échange entre les porteurs d'expériences pilotes (Algérie) et les porteurs d'une expérience de participation citoyenne bien installée mais à enrichir dans d'autres pays (France, Maroc, Tunisie).

Ce temps d'échange vise à améliorer le savoir-faire et les compétences des jeunes / des organisations œuvrant dans le domaine de la jeunesse et ayant un impact sur le processus de participation des jeunes dans le développement local, à travers l'échange des bonnes pratiques, des techniques et des savoir-faire. Il est question, plus spécifiquement de favoriser la rencontre et l'échange entre les porteurs d'expériences pilotes (Algérie) et les porteurs d'une expérience de participation citoyenne bien installée mais à enrichir dans d'autres pays (France, Maroc, Tunisie).

Au final, L'intérêt sur le long terme est d'aller au bout de cette action formative et informative et d'ouvrir la porte à un partenariat pérenne afin de favoriser les liens d'échange et d'installer une coopération décentralisée renouvelée et dynamique entre nos communes et nos villes autour de bonnes pratiques et d'actions porteuses en faveur de la jeunesse et de l'enfance afin que nous dessinions les contours d'un monde d'alternatif local et d'un avenir serein mais commun mis en place de manière adaptée au contexte culturel, social et politique de chacun.

Problématique Globale

Quelle planification, quels outils et quels partenariats pour construire et mettre en œuvre une politique publique locale jeunesse ?

Questionnements

1. Quels sont les outils et les mécanismes de la participation des jeunes aux politiques publiques locales ?
2. Quels sont les principaux axes dans le processus de développement inclusif des jeunes ?
 - Comment développer les capacités et les compétences des jeunes ?
 - Comment peut-on promouvoir la création des espaces de dialogue permanents entre les autorités locales et les représentants des jeunes ?
 - Comment peut-on promouvoir l'intégration des jeunes dans la planification locale et dans les projets de développement ?
 - Comment peut-on développer des services, des formations et des ressources répondant aux attentes strictes des jeunes ?
3. quels sont les différents outils ou instruments existant pour la participation des Jeunes (Peut-être, relater les expériences déjà opérées (conseil de jeunes, les conseils communaux de jeunes, groupe de jeunes informel, voix des jeunes arabes, conseil consultatif.....) ?
4. quels sont les compétences des jeunes et de la société civile dans les domaines du réseautage et des médias (l'usage des medias sociaux « Face book, twitter, internet.... » en vue de promouvoir l'exercice de la citoyenneté.
5. Quel peut être l'apport de la coopération décentralisée algéro-française dans ces perspectives?

Témoignages / partage d'expériences :

- **Mme BAR Anne-Marie**, Association Nationale des Conseils d'enfants et de Jeunes (ANACEJ), Paris-France
- **Mr Younes BAHRI**, Chargé du suivi FAIL/PCPA-Algérie et concepteur du projet «Voix des jeunes arabes» (VJA)
- **Me TABBOUCHE Mohamed**, Président de BARIQ 21 – Skikda
- **Mr Chikirou Meriem**, Association SIDRA-Alger
- **Mr Madani Khoudir**, Enseignant et chercheur à l'université de Bejaia.

Rapporteurs

- **Mr Ait Yahia Ouali**, Enseignant à l'université d'Alger et membre du comité international de soutien aux peuples –CISP-Algérie.
- **Mme Halimi Bahia**, - secrétaire générale de l'association Grain de Paix d'Oran

Rencontres Soirées

Vendredi 11
septembre

Gala Musical

Samedi 12
septembre

soirées interculturelles

Rencontre parrainée par
Mr Le Wali de la Wilaya de Bejaia

PARTENAIRES :



SPONSOR OFFICIEL:



PARTENAIRES
ASSOCIATIFS :



PARTENAIRES MÉDIAS :

